

Distr.
LIMITEE

TD/B/39(1)/SC.II/L.2/Add.2
12 octobre 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Trente-neuvième session
Première partie
Genève, 28 septembre 1992
Comité de session spécial

PROJET DE RAPPORT DU COMITE DE SESSION SPECIAL

Rapporteur : M. T. Carter (Etats-Unis d'Amérique)

Additif

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
I. Examen des progrès de l'application du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés (point 7 de l'ordre du jour)	63 - 75

Chapitre I

EXAMEN DES PROGRES DE L'APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION POUR LES ANNEES 90 EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS AVANCES

(Point 7 de l'ordre du jour)

(suite)

Résumé des débats approuvé par le Comité de session spécial

63. Les paragraphes ci-après résument les débats du Comité de session spécial sur les réformes économiques et les réformes de politique générale dans les PMA, l'APD, l'endettement extérieur, le commerce extérieur, enfin le suivi, la surveillance et l'examen du Programme d'action.

64. Les représentants des pays les moins avancés ont dit que les PMA, malgré les difficultés croissantes qu'ils rencontraient, procédaient à des réformes et ajustements économiques et politiques en profondeur et de grande envergure, dans l'esprit de la Déclaration de Paris et du Programme d'action. Ces réformes avaient pour but d'imprimer au développement des PMA un dynamisme nouveau et de le relancer.

65. Quelques-uns des partenaires de développement des PMA ont souligné que ces pays devaient poursuivre vigoureusement les réformes économiques et l'ajustement structurel, car, faute de mesures d'ajustement prises en temps opportun, les problèmes ne feraient que s'aggraver. L'importance des libertés politiques et du respect des droits de l'homme dans un cadre propice à une large participation de la population aux activités économiques, sociales et politiques a été soulignée.

66. En ce qui concerne la question des apports de ressources extérieures, les PMA ont fait valoir que le partenariat pour le développement exigeait que les partenaires apportent un soutien suffisant aux stratégies et politiques de développement, d'autant que le nombre des PMA avait été porté à 47. Il fallait donc ajuster en conséquence les engagements énoncés dans le Programme d'action. A ce propos, certains donateurs ont dit qu'ils auraient souhaité que les objectifs d'aide convenus soient réellement atteints. Ils estimaient que des ajustements appropriés, c'est-à-dire en hausse, étaient justifiés. Ils ont préconisé un accord sur des engagements couvrant la totalité des 47 PMA.

D'autres partenaires de développement ont déclaré qu'ils examineraient les répercussions que l'adjonction des nouveaux pays de la liste des PMA aurait sur les besoins additionnels de ressources du groupe des PMA dans

son ensemble. Ils ont réaffirmé leur attachement au Programme d'action et ont dit qu'ils feraient le maximum pour le concrétiser effectivement et dans les délais voulus. Une autre délégation a rappelé la réserve que son pays avait faite à la Conférence de Paris quant aux objectifs quantitatifs de l'APD.

67. Au sujet de la dette extérieure des PMA, les PMA ont rappelé l'écrasante charge de la dette qu'ils continuaient à supporter. Ils ont invité leurs partenaires de développement à prendre d'urgence des mesures pour diminuer l'encours de la dette et le poids de son service. Quelques partenaires de développement ont déclaré qu'aucun groupe de pays n'avait un besoin plus pressant d'un allègement substantiel de la dette que les PMA et que les conditions de Trinité-et-Tobago, telles qu'elles avaient été initialement proposées, n'avaient rien perdu de leur bien-fondé. Un autre groupe de partenaires de développement a souscrit à l'avis que l'accord conclu au Club de Paris en décembre 1991 n'était pas suffisant pour de nombreux PMA et ils ont donc instamment demandé au Club de Paris de poursuivre son examen de l'allègement de la dette des pays les plus pauvres.

68. Les PMA ont dit que les Négociations d'Uruguay devraient aboutir à une nette amélioration de l'accès aux marchés pour les exportations des PMA et que leurs résultats ne devraient pas être limités par des obligations onéreuses découlant d'éléments comme les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (TRIPS), les mesures concernant les investissements et liées au commerce (TRIMS) et les services. Un groupe de partenaires de développement a réaffirmé qu'il entendait appuyer les efforts faits par les PMA pour diversifier leurs exportations. Un autre groupe de partenaires de développement a dit qu'il convenait d'améliorer les dispositions du SGP et de les renforcer en faveur des PMA, tandis que les pays industriels devraient faire de leur mieux pour supprimer autant que possible les obstacles tarifaires et non tarifaires aux exportations des PMA.

69. Quelques délégations ont exprimé l'avis qu'il faudrait dans les rapports annuels sur les PMA, qui servaient de base à l'examen d'ensemble, continuer à analyser en profondeur les problèmes relatifs à l'examen de la mise en oeuvre du Programme d'action, y compris en les affinant au niveau régional et sous-régional. De nombreuses délégations ont invité le secrétariat à intensifier ses activités d'avis et conseils et son assistance technique

page 4

aux PMA dans tous les domaines appropriés. Il a en outre été souligné que la CNUCED devrait intervenir activement dans la préparation de fond des réunions d'examen par pays et participer à ces réunions, puis fournir le soutien nécessaire au suivi régional.

Exposé de la Présidente concernant les PMA approuvé par le Conseil de session spécial

70. Le Comité de session spécial de la première partie de la trente-neuvième session du Conseil du commerce et du développement a procédé au deuxième examen annuel des progrès réalisés dans l'application du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés. Tous les pays ont réaffirmé leurs engagements concernant tous les éléments du Programme d'action et de l'Engagement de Carthagène.

71. Les pays les moins avancés ont réaffirmé qu'ils continueraient à renforcer la mise en oeuvre de politiques et mesures nationales dans le sens du Programme d'action, y compris l'élaboration et l'application de politiques macro-économiques propices à une croissance soutenue à long terme et l'atténuation de la pauvreté, la mobilisation des ressources intérieures et une ample participation de tous au développement.

72. Les partenaires de développement ont réaffirmé qu'il convenait d'augmenter concrètement et substantiellement le niveau global de l'appui extérieur mis à la disposition des PMA et d'en améliorer la qualité.

Décision du Comité de session spécial

73. Le Comité a décidé que les problèmes particuliers ci-après devraient être revus en profondeur par le Conseil à sa session de printemps 1993 :

- a) Mobilisation des ressources intérieures et extérieures, y compris l'état et la gestion de la dette;
- b) Amélioration des débouchés commerciaux.

74. Conformément à l'Engagement de Carthagène, les pays donateurs ont réaffirmé leur détermination d'honorer les engagements qu'ils avaient pris dans le Programme d'action quant à l'APD aux 41 pays compris dans la liste au moment de la Conférence de Paris et de poursuivre leurs efforts pour répondre aux besoins de ressources de tous les PMA. Le Comité a réexaminé la question des ajustements qu'il y aurait lieu d'apporter aux engagements d'APD du point de vue des objectifs et des niveaux, ainsi que la Conférence l'avait demandé. Les donateurs ont exprimé leur intention d'examiner les répercussions que l'adjonction des nouveaux pays de la liste des PMA aurait sur les besoins

additionnels de ressources du groupe des PMA dans son ensemble. Dans ces conditions, le Comité a décidé d'étudier la question à la deuxième partie de la trente-neuvième session du Conseil.

75. Les donateurs sont invités à envisager de fournir, conformément à la résolution 46/156 de l'Assemblée générale des Nations Unies, des ressources extrabudgétaires pour faciliter la participation des délégations des PMA aux futurs examens du Programme d'action au Conseil du commerce et du développement.
